Déclaration de M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, sur le conflit en Ukraine et la situation en Syrie.

2024-12-16

Bonjour à toutes et tous. Toutes mes pensées vont ce matin à nos compatriotes à Mayotte qui vivent les conséquences tragiques de la catastrophe qui s'est abattue sur l'île. Sous l'autorité du Premier ministre, le Gouvernement et les services de l'Etat sont pleinement mobilisés pour apporter soutien, renfort et sécurité à nos compatriotes mahorais. Dès cette semaine nous allons travailler avec la Commission européenne pour que la solidarité européenne soit au rendez-vous pour permettre de soutenir l'effort de reconstruction de l'île.

Aujourd'hui, au Conseil des Affaires étrangères, nous allons aborder la question de l'Ukraine à la suite de la rencontre entre le président Zelensky et le président Trump, sous les hospices du président de la République. Ce Conseil sera l'occasion de réaffirmer notre soutien indéfectible à l'Ukraine qui prend un certain nombre de formes :

- soutien financier avec le prêt de 45 milliards d'euros qui va parvenir à l'Ukraine,

- soutien militaire en matière d'équipement, de formation de soldats ukrainiens comme nous l'avons fait en France avec la brigade Anne de Kyiv,

- et puis les sanctions. Nous déciderons aujourd'hui de deux trains de sanctions, le premier visant des dirigeants liés aux forces armées russes ainsi que les entités qui permettent le contournement des sanctions que nous avons prises depuis plus de deux ans maintenant. Et puis un deuxième train de mesures qui, lui, concernera les acteurs russes de la désinformation et de la déstabilisation, et notamment celles et ceux qui opèrent en Afrique au détriment des intérêts français et des intérêts européens.

Un mot du Proche-Orient qui sera au coeur de nos discussions, avec, tout d'abord, la Syrie après la chute du régime criminel de Bachar al-Assad. L'Union européenne doit se mobiliser pour apporter tout le succès humanitaire au peuple syrien. Et puis ensuite, pour l'avenir, ce bouleversement majeur pour la région est également l'occasion pour les Syriens de reprendre en main leurs destins. C'est une période qui contient un certain nombre de risques, les risques de la fragmentation, de la déstabilisation de la Syrie, le risque islamiste également. Dans ce contexte, l'Union européenne dispose d'un certain nombre de leviers, l'aide financière à la reconstruction, la levée éventuelle des sanctions. Mais, pour les activer,

il faudra qu'un certain nombre de conditions soient remplies : une transition politique qui permette à toutes les minorités de la Syrie de se représenter, le respect des droits de l'homme, le respect des femmes en Syrie, la lutte contre le terrorisme et contre l'extrémisme. Cette réunion du Conseil des Affaires étrangères sera donc l'occasion de mettre en commun ces conditions que nous voulons voir respectées avant d'activer le soutien de l'Union européenne.

Au Liban le cessez-le-feu est fragile mais se maintient. Pour que ce cessez-le-feu puisse être durable et pour renforcer les forces armées libanaises j'appellerai l'Union européenne à augmenter son soutien aux forces armées libanaises en multipliant les instruments disponibles de façon à ce que l'UE puisse faire avancer le Liban dans la bonne direction.

Nous aurons enfin l'occasion d'aborder le sort de l'Arménie, j'appellerai l'Union européenne à développer sa relation avec ce pays auquel la France est très attachée pour que nous puissions là encore lui apporter tout le soutien qu'il est en droit d'attendre.

Source https://www.diplomatie.gouv.fr, le 17 décembre 2024

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/296612-jean-noel-barrot-16122024-politique-etrangere